

# Les autonomes et le sujet révolutionnaire

Jean-Octave Guérin-Jollet

*« Imaginons que [...] quelques-uns décident, en raison de rencontres, d'expériences ou de lectures, de se faire révolutionnaires. S'ils sont sincèrement attachés à l'idée révolutionnaire, ils ne resteront pas longtemps aux parages des organisations militantes [...] et ils iront rejoindre les cortèges de ceux que leurs adversaires appellent les "autonomes", organisés ou pas. Parce que là [...] subsiste encore la possibilité d'une pensée politique qui ne gèle pas aussitôt en orthodoxie. Et surtout parce qu'y subsiste la possibilité que l'action politique ne soit pas séparée par un gouffre de ce qu'aura pensé cette pensée. »<sup>1</sup>*

*« Mais vous êtes combien ? Je veux dire... nous, le groupe. — On n'en sait rien. Un jour on est deux, un autre vingt. Et parfois on se retrouve à cent mille. »<sup>2</sup>*

**D**ans le cadre de notre recherche universitaire sur les groupes et individus autonomes en France dans les années 1980-1990, nous sommes amenés à aborder de nombreuses questions tant pratiques que théoriques qui touchent à l'histoire de l'autonomie politique.

Aborder la totalité des positions des autonomes en ce qui concerne le sujet révolutionnaire n'est pour autant pas possible. Nous proposons dans un premier temps de revenir sur l'autonomie politique afin de mieux cerner les particularités de celle-ci, qui se distingue à tous les niveaux des autres composantes de l'extrême gauche. Nous donnerons ensuite deux exemples de positions idéologiques que l'on peut retrouver chez les autonomes sur la question du sujet révolutionnaire. Enfin, nous analyserons quelles sont les raisons mises en avant par les autonomes eux-mêmes pour expliquer leur approche de cette question.

1. Bernard Aspe, « L'Indéchiffrable », in Alain Jugnon (coordonné par), *La révolution nécessaire, laquelle ?* Paris, Éditions Golias, 2009, p. 44-45.

2. Cesare Battisti, *Dernières cartouches*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2000, p. 81.

## L'aire politique de l'autonomie : un ensemble de pratiques.

En France, l'autonomie politique est une composante méconnue voir ignorée de l'extrême gauche<sup>3</sup>. En dehors d'une apparition médiatisée entre 1977 et 1979, les autonomes ne semblent plus, selon leurs détracteurs, représenter aujourd'hui une réalité politique tangible et visible. De fait, parler des autonomes en France dans

les années 1980-1990 est controversé. Un grand nombre de ceux qui ont occupé le devant de la scène politique, durant la « période d'apogée médiatique du mouvement », estiment que l'autonomie n'a pas survécu à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et à l'émergence de l'organisation Action Directe. Pour ces autonomes, la manifestation des sidérurgistes lorrains du 23 mars 1979 constitue en quelque sorte le dernier acte de leur « mouvement », né de ce que certains qualifient, encore aujourd'hui, de décomposition du « gauchisme post-soixante-huitard ».

Il est important de souligner que l'étude et la perception de l'aire politique qu'est l'autonomie est rendue particulièrement difficile par plusieurs facteurs qui peuvent expliquer pourquoi il existe aussi peu d'études : l'absence d'archives ou leur extrême fragmentation, la dimension protéiforme de cet ensemble de groupes et d'individus et le rapport ambigu que les autonomes entretiennent avec l'expérience militante passée. Pour reprendre les mots d'Isabelle Sommier, « se pose la difficulté de penser la continuité dans la rupture »<sup>4</sup>.

À cela s'ajoute une autre difficulté, celle de mettre à jour des modes d'organisations et d'actions qui ne correspondent pas du tout aux schémas politiques traditionnels. Ainsi, les autonomes refusent les structures organisationnelles centralisées ou décentralisées, à la source selon certains autonomes du « sectarisme léniniste » (Gauche Prolétarienne) ou d'une « dérive institutionnelle qui guette le mouvement révolutionnaire » (Ligue Communiste Révolutionnaire). Un rejet qui se prolonge dans la dénonciation de la « discipline militante », de l'encadrement hiérarchique ou non, de la mise en concurrence entre différents groupes. Le militantisme n'est plus, pour eux, le moyen de devenir un révolutionnaire, il est devenu le « stade suprême de l'aliénation »<sup>5</sup>. Surtout, les

3. Hormis un mémoire d'histoire contemporaine sur les autonomes à la fin des années 1970 en France, de Jean-Baptiste Casanova et deux mémoires, l'un de sociologie et l'autre de sciences politiques, de Sébastien Schifres sur les autonomes en France et en Italie dans les années 1970 (<http://sebastien.schifres.free.fr/>), il n'existe pas d'autres travaux sur les autonomes en France. Les autres recherches universitaires où ils sont évoqués traitent en général des pratiques émeutières de certains groupes autonomes en France, à la fin des années 1970, le plus souvent à travers la question du maintien de l'ordre, l'étude des manifestations ou dans certains ouvrages de sociologie sur la violence politique. Voir par exemple Olivier Filleule, *Stratégies de la rue, les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997; Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 2008 mais aussi Pierre Favre (dir), *La manifestation*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990 ou encore le très caricatural Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003, p. 487-500
4. Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 49.
5. Référence à la brochure *Le Militantisme stade suprême de l'aliénation*, Parrhèsie/Éditions du Sandre, 56 pages, rédigé et diffusé en 1972 par des militants issus de l'Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires (OJTR) qui venait de s'autodissoudre. Une suite a été rédigée en 1975 par Claude Guillon, qui faisait déjà partie des rédacteurs de la première brochure. Les deux textes sont disponibles sur internet. (par exemple, pour la deuxième brochure datant de 1975, disponible dans sa version originale à l'adresse suivante : [http://claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id\\_article=203](http://claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id_article=203))

autonomes se distinguent par leur volonté de s'extérioriser de toute conquête de pouvoir. Pour eux, le pouvoir introduit tout un ensemble de domination et ce peut importe par qui il est détenu. On est là en totale opposition avec le reste de l'extrême gauche qui est pour sa part structurée en organisations plus ou moins hiérarchisées, plus ou moins centralisées mais surtout qui font de la conquête du pouvoir, de manière légale ou non, un passage obligé du processus révolutionnaire.

À ces différences sur la forme s'ajoutent des différences sur le fond qui là aussi rendent difficile toute étude, voire tout regard sur l'aire de l'autonomie politique. Celle-ci se caractérise par l'absence d'idéologie ou de dogmes. Tout au plus peut-on mettre en avant un certain nombre de principes et d'idées fortes. Ce qui lie les autonomes entre eux tient très clairement à leurs pratiques politiques, que l'on pourrait définir comme la mise en pratique du « communisme immédiat »<sup>6</sup>. On peut même noter que les autonomes se caractérisent par l'absence de la moindre trace de consensus ou d'accord entre les différents groupes. Il est plus judicieux de parler de liens, de contacts ou de réseaux qui se forment au gré des affinités et des parcours de chacun.

Poser la problématique du sujet révolutionnaire chez les autonomes génère plus de questions ou de problèmes que de réponses ou de solutions, tant dans la compréhension de l'autonomie d'un point de vue politique, que d'un point de vue historique à travers le parcours des groupes et des individus. Comment dégager des positions théoriques communes face à un ensemble volontairement divisé et dont l'unité idéologique, recherchée par tant d'autres composantes de l'extrême gauche traditionnelle, n'est en aucun cas une préoccupation majeure, voire pour certains autonomes, un frein à toute « vie politique ».

Il est pour autant difficile de soutenir que les autonomes sont absents des questionnements théoriques qui traversent l'ensemble de l'extrême gauche. L'absence d'unité au sens structurel et donc la forte indépendance entre les différents groupes et individus n'empêche pas l'émergence de différentes « positions », de différents pôles, en ce qui concerne la problématique du sujet révolutionnaire. Il convenait simplement de nuancer leur dimension théorique en rappelant ce qu'est l'autonomie politique.

Il n'est pas dans notre but, dans cet article de faire une liste exhaustive des différentes positions qui peuvent coexister ou s'affronter chez les autonomes. Cela nécessiterait de nombreuses heures de recherches sur un thème qui mériterait d'être pleinement exploré et non d'être très partiellement survolé. En revanche, il nous apparaît important de démontrer, d'une part, que les autonomes ne sont pas absents de ces réflexions autour de la problématique du sujet révolutionnaire et même que certains ont tenté de prendre position en se réclamant, de manière autonome, de certaines positions idéologiques existantes à leurs marges, ce qui est à la source d'un clivage important, entre deux pôles antagonistes<sup>7</sup>. Mais aussi d'autre part, que les autonomes remettent en question les formulations de cette problématique ainsi que ceux qui la posent, y compris eux-mêmes.

6. Ce concept a été repris par plusieurs des autonomes avec lesquels nous avons réalisés des entretiens.

7. Par antagonisme, nous entendons que ces deux postures idéologiques engendrent au mieux des discussions passionnées, au pire un évitement teinté de mépris.

## Deux façons d'aborder la problématique du sujet révolutionnaire

À partir de 1968, on assiste en France à la résurgence de pratiques et de groupes autonomes. Ce phénomène est mal connu<sup>8</sup>, en particulier sur la période qui va de 1968 à 1973<sup>9</sup>. En revanche, nous disposons de plus d'informations sur plusieurs groupes qui émergent à partir de 1973, et vont participer à ce que les autonomes nomment eux-mêmes l'« autonomie parisienne » qui émergent à partir de 1976<sup>10</sup>. C'est au sein de cette « mouvance » que l'on peut voir se dessiner deux postures idéologiques dont certains autonomes vont se réclamer et qui englobent la problématique du sujet

révolutionnaire : la première très proche du communisme libertaire et la seconde « aux marges » des réflexions d'un courant né en Italie dans les années 1950, l'opéraïsme<sup>11</sup>.

Le premier pôle est constitué d'autonomes qui se réclament de positions proches de celles de l'Organisation communiste libertaire (OCL), une structure née de l'éclatement en 1976 de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA). L'OCL entretient des rapports complexes avec l'autonomie, en raison de l'implication de plusieurs des militants de son groupe parisien à partir de 1976-1977, dans « l'autonomie parisienne ». La structure interne de l'OCL mais aussi les positions théoriques qu'elle défend ont permis ce rapprochement qui se termine brutalement par une crise interne, en 1979, qui voit la disparition ou du moins, la mise en sommeil du groupe OCL/Paris.

L'autre pôle rassemble des autonomes qui ont participé ou évolué autour du groupe Camarades et/ou qui se revendiquent des positions défendues par ce que Sébastien Schifres nomme « la tendance opéraïste de l'Autonomie française »<sup>12</sup>. Il s'agit d'un ensemble hétérogène de groupes et d'individus, très peu structuré mais dont l'intérêt pour les thèses et les pratiques venues d'Italie constituent le ciment, le lien. Ils sont sensibles aux tentatives opéraïstes de « comprendre les nouvelles formes d'action indépendante de la classe ouvrière » mais aussi de réaffirmer la centralité du prolétariat dans le processus révolutionnaire. Nous dissociions volontairement les opéraïstes en France et le groupe Camarades ainsi que les opéraïstes qui sont actifs au sein de l'autonomie en France dans la mesure où l'ensemble des personnes qui ont participé ou gravité autour de Camarades ne l'ont pas tous fait en se revendiquant de l'opéraïsme.

À partir de 1977, ces deux pôles entrent en opposition au sein de l'« autonomie

8. Par exemple, à partir de 1968, émerge sur le campus de l'université de Vincennes des groupes autonomes libertaires et des groupes autonomes d'action. Une tentative de coordination échoue en 1970, pour des raisons qui nous sont inconnues.
9. Cela s'explique en partie par l'existence de la Ligue Communiste et de la Gauche Prolétarienne, qui numériquement et par l'intermédiaire de leurs services d'ordre respectifs empêchent l'émergence d'autres pôles politiques.
10. Nous renvoyons aux travaux de Sébastien Schifres mais aussi à ceux de Jean-Baptiste Casanova, en ce qui concerne l'étude de certains des groupes de l'« autonomie parisienne »
11. Nous utilisons le terme *operaismo* (*operaismo* en italien) pour désigner ce courant marxiste italien et non le terme français ouvrierisme. La principale raison est que le terme ouvrierisme a une connotation péjorative en français, tant dans le champ politique que syndical. D'autre part, l'ensemble des travaux de recherches sur ce courant utilise le terme *operaismo*. Voir en particuliers Steve Wright, *À l'assaut du ciel : composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Marseille, Senonevero, 2002.
12. Sur le groupe Camarades, voir Sébastien Schifres, *op. cit.*

parisienne ». Leurs deux conceptions du sujet révolutionnaire s’y affrontent entraînant de nombreuses discussions, échanges ou critiques.

Le groupe Camarades, s’il n’est pas uniquement un relais de l’opéraïsme italien, base un grand nombre des thèses qu’il développe sur les positions d’Antonio Negri dont Yann Moulier-Boutang est devenu à la fois l’ami et le contact en France. L’opéraïsme est un courant marxiste, née au sein du Parti communiste italien (PCI) dans les années 1950, qui entend réaffirmer la centralité de la classe ouvrière dans la lutte des classes, en tant que moteur du développement capitaliste<sup>13</sup>. Les opéraïstes développent successivement deux figures du sujet révolutionnaire qu’il convient de bien différencier.

La première figure est celle de « l’ouvrier masse » qui est mis en opposition avec l’ouvrier professionnel, encore maître de ses conditions de travail et pour lequel la machine ne représente pas encore un ennemi, conservant même une dimension positive. Par opposition, « l’ouvrier masse » a complètement perdu le contrôle sur la machine et n’exerce plus aucun contrôle sur la condition de son travail. En Italie, l’« ouvrier masse », c’est le jeune venu du Sud de la péninsule, embauché récemment et affecté, sans qualification, sur les chaînes de montage ou sur des machines « dépourvues de contenu professionnel »<sup>14</sup>. En France, « l’ouvrier masse », c’est l’OS immigré, venu travailler sur les chaînes de montages, à Renault-Billancourt par exemple, et qui partage avec son homologue italien la sous-qualification et les conditions précaires.

Pour les opéraïstes italiens comme français, « l’ouvrier masse » constitue un sujet sensible à leur argumentation, en particulier parce qu’il connaît « peu les syndicats, leur langage, leurs appareils, les mécanismes du conflit, les règles de la

médiation contractuelle accumulées durant des années et des années d’expérience »<sup>15</sup>. Étranger à tout rapport positif avec le travail ou tout ce qui s’y rapporte, il s’exprime par le biais de « la revendication salariale, [de] l’absentéisme et [du] sabotage »<sup>16</sup>. Cet « ouvrier masse » surgit pendant les grèves de l’Automne Chaud, où « les ouvriers sans métier, provenant de réalités sociales plus arriérées et de surcroît étrangers au système de valeurs du mouvement ouvrier » remettent en cause frontalement « [les] mythes et [les] suggestions du néo-capitalisme »<sup>17</sup>. L’« ouvrier masse », par opposition aux autres, se retrouve donc être dans une situation de totale séparation et d’antagonisme au mode de production capitaliste. S’il reste, en tant que sujet et par les revendications qu’il porte, cantonné à l’intérieur des murs de l’usine, premier lieu d’intervention des militants opéraïstes italiens, il constitue une figure nouvelle, un nouveau sujet révolutionnaire.

Au milieu de l’année 1975, au moment où émergent les premières composantes de l’« autonomie parisienne » en France, l’opéraïsme italien connaît un bouleversement théorique important qui voit la mise au placard de la figure de l’« ouvrier masse », « dévasté » par la restructuration du capitalisme<sup>18</sup>, au profit d’un nouveau sujet révolutionnaire, « l’ouvrier social ». Cette évolution théorique résulte de la crise économique qui touche l’Italie, modifiant profondément la composition de la classe

13. Nous recommandons l’ouvrage de Steve Wright cité plus haut.

14. Diego Giachetti et Marco Schiavino, *La Fiat aux mains des ouvriers, L’automne chaud de 1969 à Turin*, Paris, Les nuits rouges, 2005, p. 188.

15. *Ibid.*, p. 191.

16. « Définition de l’opéraïsme », François Matheron, <http://ordadoro.org/Definition-de-l-operaisme> [13 août 2010]

17. Giachetti et Schiavino, *op. cit.*, p. 193.

18. Steve Wright, *op. cit.*, p. 155.

ouvrière mais aussi de l'émergence d'un « pouvoir étudiant » dont les composantes sont de plus en plus sensibles aux thèses opéraïstes et en viennent à constituer le gros des organisations d'extrême gauche telle que Potere Operaio ou Lotta Continua.

L'« ouvrier social » introduit une rupture importante « dans la généalogie des figures de classe inventoriées par l'opéraïsme italien ». Il ne trouve pas seulement son origine dans un « remodelage qualitatif du procès immédiat de production » et « il n'est pas lié à un secteur industriel particulier »<sup>19</sup>. L'« ouvrier social » est disséminé au sein de toute la société, tant dans la sphère de production que dans celle de la reproduction. L'insubordination ouvrière, jusqu'ici cantonnée aux limites de l'usine par la figure de l'« ouvrier masse », s'étend à tous les aspects de la vie, qui sont les nouvelles limites du nouveau sujet révolutionnaire qu'est l'« ouvrier social ».

Le groupe Camarades, principalement en raison des liens entre certains membres du groupe et Antonio Negri, entreprend de diffuser cette figure de l'« ouvrier social » en France. S'il convient de rappeler que les conditions d'intervention des « opéraïstes » français sont sensiblement différentes par rapport à leurs homologues italiens<sup>20</sup>, il convient aussi de dire qu'il ne s'agit pas là d'un « vulgaire » copier-coller comme d'autres groupes ont tenté de le faire croire. La « vulgate opéraïste », si elle existe, puisque seulement quelques textes ont été traduits, n'en constitue pas moins un faible corpus qui ne peut être enrichi, en 1976,

que par les discussions et les réflexions. Il faut ainsi avoir en mémoire que bon nombre des opéraïstes français n'ont pas lu la totalité de l'œuvre de Negri, mais uniquement quelques articles tirés de la presse opéraïste, principalement celle de Potere Operaio ou de quelques extraits de ses œuvres majeures.

Par opposition avec les opéraïstes, l'OCL met en avant une figure plus « mouvementiste » du sujet révolutionnaire. Elle considère que ce ne sont pas les organisations politiques et syndicales qui transforment « un sujet historique (le prolétariat) en sujet révolutionnaire »<sup>21</sup>. Pour elle, le sujet ne devient un sujet révolutionnaire que par l'intermédiaire de sa combativité dans les luttes sociales, permettant « à des gens en mouvement de passer d'une phase revendicative à une phase rupturiste selon un processus de conscientisation et d'autonomisation »<sup>22</sup>.

Pour l'OCL et les autonomes qui gravitent autour de ses positions, la « subjectivité politique » n'est pas déterminée par la situation sociale. C'est dans la lutte et par l'expérience de la lutte que le sujet peut prendre sa dimension révolutionnaire. L'OCL cherche donc à intervenir dans les luttes pour tenter de déclencher cette phase rupturiste. Aucun groupe social n'est véritablement mis en avant par rapport à l'autre, les femmes, les immigrés, les « sans », les jeunes, constituant autant de terrains d'interventions qui promettent l'émergence d'une « subjectivité politique » capable de faire du sujet, un sujet révolutionnaire.

Mais surtout, l'OCL se caractérise par une faible théorisation, surtout à la fin des années 1970. Cela s'explique par le fait que l'OCL est divisé entre le groupe parisien et les groupes provinciaux qui n'interviennent pas sur les mêmes terrains de luttes mais aussi par le fait que le communisme libertaire est dans une phase de recomposition, après le départ des

19. *Ibid.*, p. 155-156.

20. La mouvance de groupes et d'individus gravitant autour du groupe Camarades tourne autour d'une centaine de personnes. Le courant opéraïste italien rassemble plusieurs milliers de militants.

21. « L'OCL, quarante ans d'anarchisme révolutionnaire », *op. cit.*

22. *Idem.*

militants qui sont allés fonder l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), l'implication dans l'autonomie pouvant apparaître avec le recul comme un intermède pratique.

Les deux approches ne sont donc en rien similaires et vont générer chez certains des autonomes qui sont actifs au sein de ce que l'on appelle l'« autonomie parisienne », dans les années 1970, des antagonismes virulents. Antagonismes qui sont encore présents aujourd'hui, même si les protagonistes et les sujets abordés ne sont plus forcément les mêmes.

La problématique du sujet révolutionnaire n'est pas la seule à générer ces frictions, et l'on peut aussi mettre en avant la question de l'organisation, une partie du groupe ou des sympathisants de Camarades, en lien avec leurs homologues italiens ou tout du moins, inspirée par certaines des thèses des opéraïstes qui interviennent dans le mouvement autonome en Italie, mettant en avant le thème du « Parti autonome »<sup>23</sup>. Comme nous l'avons dit plus haut, l'OCL est plutôt sur une ligne « mouvementiste » qui ne considère pas que les organisations syndicales ou politiques sont nécessaires, mais plutôt de l'ordre de la possibilité. Certes, les membres de Camarades mettent en avant une ligne nettement antisynicale, qui rejoint les positions de l'OCL et des autonomes qui en sont proches. Mais cette question du « Parti autonome », donc de la nécessité d'une organisation politique, brouille les cartes et renforce les critiques contre les opéraïstes qui sont accusés de vouloir prendre le pouvoir dans le « mouvement », dans l'aire de l'autonomie. On pourrait aussi citer la question du salaire ménager revendiqué par un groupe de femmes, les Jamais Contentes, qui entraînent des discussions animées entre l'OCL et Camarades, par article interposé.

Sur la problématique du sujet

révolutionnaire, la confusion la plus totale règne entre les deux positions théoriques. Pour l'OCL et les autonomes qui se réclament du communisme libertaire, la figure de l'« ouvrier social » apparaît comme un épouvantail théorique, beaucoup trop ouvrieriste et qui ne doit pas être nécessairement mis au centre du jeu politique. Plusieurs des autonomes ou des militants de l'OCL avec lesquels nous avons réalisé des entretiens ont mis en avant le caractère « immanent » du discours des membres du groupe Camarades et ont souligné les difficultés qu'ils avaient à la fois à le comprendre mais aussi à le restituer. Les membres de Camarades sont essentiellement vus comme des théoriciens, des « manieurs de concepts » complètement coupés des pratiques autonomes. La plupart des autonomes ne parviennent pas systématiquement à rattacher le discours opéraïste à la pratique politique ou sociale quotidienne. À cela s'ajoute les difficultés pour les opéraïstes eux-mêmes à se situer par rapport à l'autonomie en France mais aussi vis-à-vis des autonomes en Italie. Ils jonglent avec les sujets révolutionnaires, évoquant tour à tour l'« ouvrier masse », l'« ouvrier social » ou le « jeune prolétariat des métropoles » mais aussi avec les appartenances : autonomie, autonomie ouvrière, autonomie ouvrière « organisée » et opéraïsme.

La « tendance opéraïste » n'est pas en reste et moque volontiers l'« absence de profondeur théorique » des analyses de l'OCL, en particuliers sur la question du sujet révolutionnaire, dont la figure telle qu'elle est proposée par les communistes libertaires leur apparaît autant abstraite que la figure de l'« ouvrier social » pour ceux

23. Le concept de « Parti autonome » varie selon les groupes opéraïstes ou autonomes qui l'utilisent. Voir l'entretien d'Alain Pojolat dans Sébastien Schifres, *La Mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, op.cit.

qui les critiquent. Surtout, la dimension révolutionnaire du sujet apparaît pour eux comme un critère à géométrie variable qui ne permet pas de mettre en lumière la véritable dimension révolutionnaire de telle ou telle subjectivité politique. Pire, de nombreux opéraïstes estiment que la « faiblesse théorique » de l'OCL, sa relation ambiguë avec l'autonomie ainsi que sa version « mouvementiste » du sujet révolutionnaire cachent en réalité un opportunisme politique destiné à recruter quelques militants.

De fait, d'un point de vue théorique, l'OCL semble avoir été touchée plus profondément par la crise qu'a connue la figure du sujet révolutionnaire à partir de mai 1968 ce qui a entraîné de nombreuses discussions mais aussi une hémorragie de militants ne permettant pas au groupe de véritablement formuler de nouvelles clés idéologiques et conceptuelles. Les militants du groupe parisien sont dans une position complexe dans la mesure où ils interviennent dans une aire politique où les positions théoriques ont tendances à s'effacer. Le groupe Camarades qui s'est, par opposition, avant tout positionner comme un groupe théorique, et qui participe à l'« autonomie parisienne » se trouve tout désigner pour s'opposer à cet effacement théorique que l'OCL semble symboliser.

### **L'autonomie politique, entre multiplicité des sujets révolutionnaires et primauté de la pratique**

L'importance des deux courants que nous avons évoqués est en tous les cas à relativiser, en particulier parce que même chez les autonomes qui se déclarent proches des thèses opéraïstes ou du communisme libertaire, il n'y a pas d'adhésion à une ligne politique<sup>24</sup>. Ils conservent leur autonomie reconnaissant simplement qu'ils partagent certaines des analyses telles qu'elles sont formulées par tel ou tel groupe.

Il aurait ainsi été tout aussi intéressant de parler des autonomes qui se déclarent proches du concept de « classes opprimées » mis en avant par Walter Benjamin, qui se réfère à travers ce terme à un ensemble de « classes dominées », dans lesquelles il inclut aussi bien les esclaves antiques, les serfs du Moyen Âge que le prolétariat industriel. Pour Benjamin, le prolétariat ne saurait être la seule catégorie sociale opprimée. Certaines minorités nationales, les personnes de couleurs, les femmes, les juifs, les indigènes sont aussi des catégories sociales qui font l'objet d'une oppression. Benjamin souligne que ces catégories ne sont pas seulement touchées par l'exploitation économique mais sont aussi touchées de manière spécifique par rapport à leur statut dans l'ensemble de la société. Pour lui, le sujet révolutionnaire ne saurait être le seul prolétariat même s'il ne nie pas le caractère central de ce dernier dans le processus de lutte des classes.

Si l'on met de côté le fait que certains autonomes se réclament de positions idéologiques qui sont aux marges de l'aire de l'autonomie, on peut constater que la volonté de faire primer la pratique sur la théorie, tout en assurant la coexistence d'une multitude de positions et de non-

24. L'essentiel de notre propos dans cette partie est basé sur plusieurs entretiens que nous menons dans le cadre de notre travail de recherche.



positions sur un grand nombre de sujets, permet toutefois l'émergence d'une argumentation malgré tout structurée sur la question du sujet révolutionnaire.

Lorsqu'on leur pose directement la question, les autonomes insistent souvent sur le fait qu'ils donnent un avis personnel et non une position partagée par l'ensemble des composantes de l'autonomie. Il s'agit de rappeler à la fois que ces autres composantes autonomes ne sont pas forcément représentées par ce qui est dit mais aussi que ceux qui les formulent sont eux-mêmes autonomes vis-à-vis de ces dernières. Dans le cas qui nous concerne, rappeler de manière presque systématique qui parle, traduit la volonté de souligner que ce n'est pas aux autonomes de se prononcer sur le caractère révolutionnaire de tel ou tel sujet. C'est une manière de rappeler, à n'importe qui mais aux autres autonomes en particulier et un peu à soi-même, que l'autonomie politique n'a pas vocation à être le noyau théorique de référence au sein duquel s'élabore, par exemple, la figure « d'une nouvelle composition de la classe ».

Les autonomes semblent en tous les cas peu intéressés par la figure du sujet révolutionnaire en tant que tel. Ils préfèrent s'interroger sur ce qui empêche un sujet d'être révolutionnaire, aux barrières tant conceptuelles que pratiques qui limitent l'émergence de ce que certains d'entre eux évoquent comme une « subjectivité révolutionnaire ». La question devient donc de savoir pourquoi une subjectivité révolutionnaire émerge chez un sujet et pas chez un autre. Ou dit autrement, les autonomes ne posent pas la question de savoir qui est ou qui n'est pas un sujet révolutionnaire mais comment devient-on révolutionnaire.

Ce cheminement s'appuie essentiellement sur le fait que l'autonomie est un ensemble de pratiques et que celles-ci doivent être étroitement liées à l'émer-

gence des idées ou des principes que les autonomes partagent. Pour ceux-ci, il n'est pas possible de poser la problématique du sujet révolutionnaire sans aborder au préalable les pratiques et principes forts qui le caractérise. Il importe plus de savoir si oui ou non l'absence d'organisation ou tout du moins un mode d'organisation horizontal est préférable à un mode d'organisation vertical, tel qu'un parti politique ou un syndicat. Le fait de se questionner pour savoir si le sujet révolutionnaire est plutôt un homme ou une femme, ouvrier ou étudiant, précaire ou jeune de banlieue leur apparaît comme une impasse.

Interrogation sur ceux qui posent la question, sur comment elle est posée, mais aussi sur pourquoi elle est posée. Car la volonté de vouloir à tout prix répondre s'apparente pour les autonomes à une sorte d'« avant-gardisme » théorique inutile. Ils se méfient de l'émergence d'une figure-type qui engloberait certaines luttes, certains groupes sociaux et pas d'autres. Cette méfiance est avant tout dirigée contre une éventuelle prise de pouvoir théorique d'un groupe sur les autres, réduisant du même coup l'éventail d'actions et de pratiques des autonomes mais aussi plus directement leur liberté et leur égalité.

Ces glissements rhétoriques proposés par les autonomes s'ajoutent à une volonté d'inscrire profondément leur démarche dans le présent. Pour eux, la question n'est pas tant de savoir si tel ou tel mouvement, groupe ou individus a été par le passé ou sera, dans le futur, un sujet révolutionnaire mais plutôt d'être, dès maintenant, un sujet révolutionnaire. Être un sujet révolutionnaire apparaît plus comme un processus que comme un état. Les autonomes ne considèrent pas qu'il y a une période de transition entre un sujet et le moment où il est dans l'action révolutionnaire. Ils n'en disqualifient pas pour autant de manière systématique ceux qui suivent un cheminement différent et qui s'intéressent

à la question de la «subjectivité révolutionnaire» du sujet révolutionnaire dans les luttes passées. Ils considèrent que cela constitue une réflexion qui peut être intégrée à leurs pratiques mais que cela ne relève pas de la nécessité. Cela n'a que peu d'importance dans la mesure où il s'agit dès maintenant de s'impliquer dans le processus révolutionnaire.

À travers ces reformulations de la problématique, on peut souligner que la figure du sujet révolutionnaire est néanmoins renvoyée à une sorte de forme abstraite, difficile à définir, même pour un autonome. En effet, comment chercher les raisons de l'émergence ou de l'absence d'émergence d'un sujet dont au final on sait bien peu de choses et à propos duquel les autonomes ne sont pas tous d'accord, voire même s'opposent ? C'est essentiellement autour de cette dimension abstraite que les autonomes structurent leur propos sur le sujet révolutionnaire et que l'on peut dès lors parler de multiplicité des sujets.

Les autonomes considèrent qu'il y a en effet une multitude de sujets révolutionnaires qui font en quelque sorte partie d'un ensemble, ce que certains autonomes appellent le «mouvement» et d'autres, de manière plus historique «le mouvement révolutionnaire». On peut reprocher aux autonomes de ne réaliser qu'une addition de sujets et souligner que cet ensemble soulève un certain nombre de questions.

Pour les autonomes, la multiplicité des sujets n'est pas en soi un problème. Ils sont parfaitement conscients que cela rend difficile un certain nombre de questionnements théoriques mais ils rappellent que l'aire de l'autonomie politique n'est en rien un ensemble homogène, constitué de groupes et d'individus qui s'accordent sur la même ligne doctrinale. Cette coexis-

tence, dont certaines composantes se réclament de positions idéologiques différentes et la plupart d'aucune, constitue un ensemble de sujets bien réels. Les autonomes considèrent qu'ils sont donc à l'image de ce que doit probablement être un sujet révolutionnaire : «un sujet dont la revendication est une affirmation de soi en tant que l'on est son propre sujet politique aux prises avec des problématiques propres, et déclarant que les médiations ne doivent pas préexister à ce sujet en cours de constitution»<sup>25</sup>.

## Conclusion

L'autonomie est une entité politique complexe qui ne cesse d'évoluer, de changer et ce très rapidement. Les pratiques et les principes ne sont plus forcément les mêmes que dans les années 1970. Les autonomes ne sont plus les mêmes que ceux des années 1970, plusieurs générations s'étant succédé. Pour autant, la dimension protéiforme du «mouvement» autonome persiste encore aujourd'hui. Comme nous avons tenu à le montrer, l'aire de l'autonomie politique n'est pas absente des débats théoriques qui agitent l'extrême gauche et plus largement la société. Elle participe à sa manière aux questionnements autour du sujet révolutionnaire, sans épargner les limites de ces questionnements, ceux qui les posent et ceux qui tentent d'y répondre. Si cette manière d'intervenir apparaît chaotique et abstraite pour beaucoup, en particuliers parmi ceux que l'on pourrait appeler les «organisés», elle s'inscrit dans un ensemble de pratiques bien réelles qui sont largement reprises tant par des groupes et des individus appartenant à l'aire de l'autonomie qu'en dehors de celle-ci.

**Jean-Octave Guérin-Jollet**

25. Citation extraite d'un entretien avec un autonome français actif à la fin des années 1970, évoquant l'autonomie allemande.